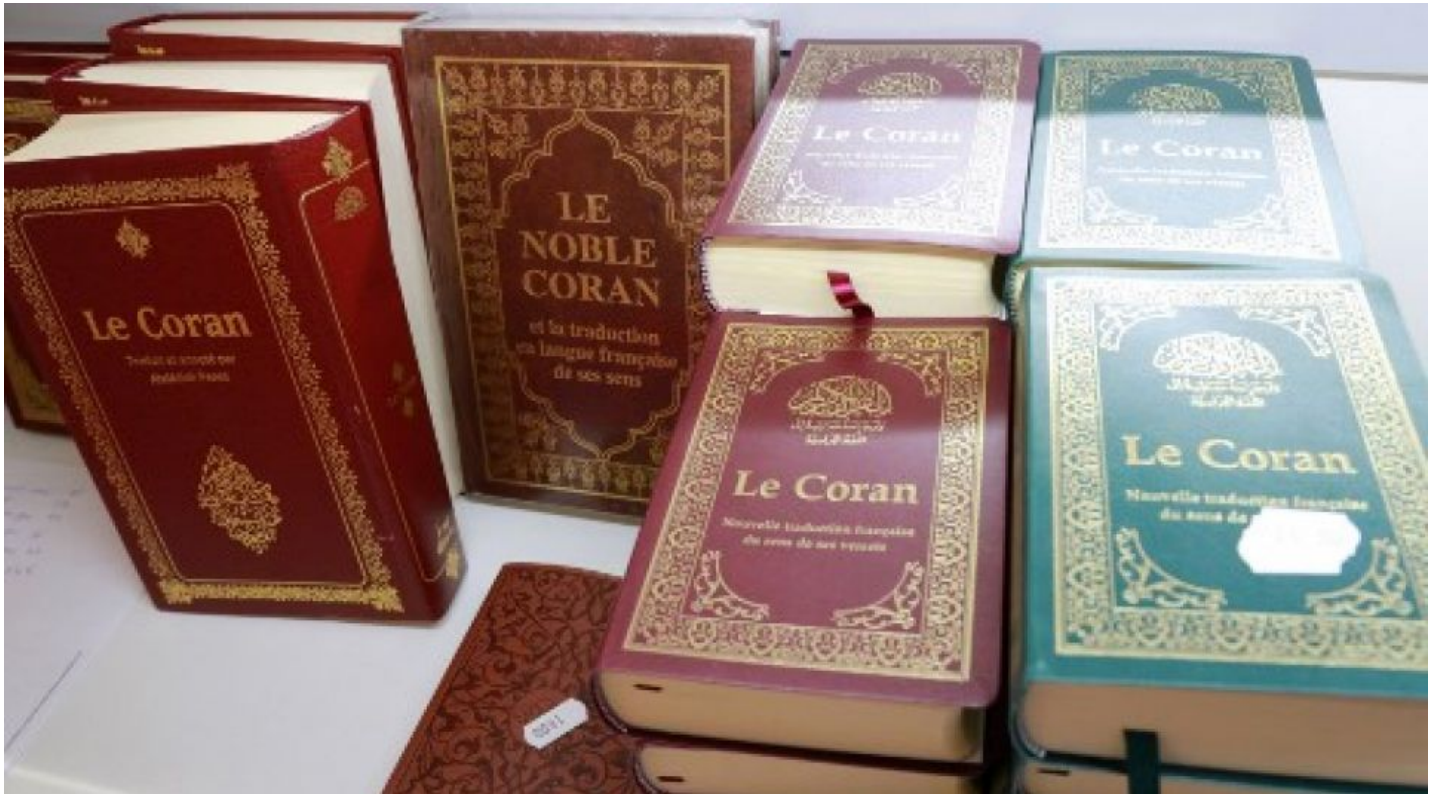


"La réforme de l'islam est-elle possible ?" entretien avec l'islamologue et philosophe algérienne Razika Adnani



Alexandre del Valle a rencontré l'intellectuelle algérienne Razika Adnani. Dans le cadre de cet entretien, ils évoquent les sujets de l'intégration en France et en Europe des personnes issues de l'immigration et abordent la question de la "réforme de l'islam".

Avec Alexandre Del Valle

Avec Razika Adnani

Peu après les violences perpétrées en France par des supporters de foot algériens (qui ont suscité une vive polémique et questionné à nouveau le « vivre-ensemble ») et alors que les associations musulmanes de France, le CFCM et le gouvernement appellent depuis des mois à mettre sur pied un « islam de France », Alexandre del Valle a rencontré l'intellectuelle algérienne iconoclaste Razika Adnani qui a accepté d'aborder les deux questions taboues que sont l'introuvable « réforme » d'une religion dont les dogmes et règles socio-politico-religieuses ont été fixées une fois pour toutes au Xème siècle ; puis la question, connexe, de l'intégration en France et en Europe des personnes issues de l'immigration islamo-maghrébine, en particulier les franco-algériens. Des questions essentielles, trop souvent abordées avec passion, excès et tabous politiquement corrects.

Inlassable partisane de la « réforme de l'islam », et tout aussi française, de culture et de cœur, qu'Algérienne, Razika Adnani sait de quoi elle parle : membre du Conseil d'Orientation de la Fondation de l'Islam de France ; du conseil scientifique du CCEFR (Centre d'Étude du Fait Religieux) et du groupe d'analyse de JF Conseil, elle est la présidente et fondatrice des Journées Internationales de Philosophie d'Alger. Adnani a notamment contribué aux travaux du séminaire « Laïcité et fondamentalismes » organisés par le Collège des Bernardins. Elle est l'auteure de deux manuels de philosophie en 2001 et 2003 : *Le blocage de la raison dans la pensée musulmane* (en arabe, éditions Afrique Orient) ; *La nécessaire réconciliation*, un essai philosophique sur la violence, autrui et la question identitaire. Dans son dernier ouvrage, *Islam : quel problème ? Les défis de la réforme* (2017), elle aborde la question la plus fondamentale concernant l'islam : la réforme, au sens de modernisation et de séparation du politique et du religieux, une réforme que les islamistes et « l'islam officiel » (Al-Azhar, OCI, Ligue islamique mondiale, etc) empêchent par tous les moyens depuis des décennies. Le prix à payer pour les « laïques-athées-réformistes » étant d'être qualifiés « d'apostats ». Or la Charià, jamais amendée depuis le Xème siècle, prévoit la peine de mort pour ceux qui quittent l'islam... La difficulté d'édifier un islam réformé, sécularisé, adapté à son temps et à son contexte, se pose partout, y compris dans notre douce France où, depuis des décennies, les pôles islamistes ou « intégristes » étrangers puis les États musulmans d'origine, font tout pour empêcher l'émergence d'un islam réformé, moderniste, adapté aux temps modernes, séparant le temporel et le spirituel. Pourtant, dans la « patrie des droits-de l'Homme », le pays de Descartes, de Voltaire, des Lumières, de la Révolution française et de l'anticléricalisme républicain (qui a tant lutté contre l'Église catholique jadis), on aurait pu croire qu'un islam éclairé, remis à jour, aurait pu émerger, alors qu'il est empêché et persécuté dans des pays arabo-musulmans prisonniers d'une orthodoxie ultra-conservatrice et liberticide et gagnés par l'idéologie islamiste. Il n'en est hélas rien. Et ceux-là mêmes, parmi les « progressistes » anticléricaux français, qui ont pourchassé « l'infâme » catholique au nom de la République laïque, n'ont cessé de faire des yeux doux aux barbus les plus obscurantistes qui ont pourtant pour objectif

d'empêcher l'assimilation/intégration des fils de musulmans aux mœurs « impies » des pays « mécréants », sous couvert d'un « droit à la différence » et d'un « antiracisme » dévoyés (lutte contre « l'islamophobie »).

Alexandre del Valle : Razika Adnani, que pensez-vous du projet de réforme de « l'islam de France » ?

Razika Adnani : Lorsqu' Emmanuel Macron a évoqué en 2018 la réforme de l'islam de France, j'ai réagi dans un article publié dans le Figaro, *Réformer l'islam de France ou réformer l'islam tout court* pour préciser que cette expression veut dire la réforme de la gestion du culte musulman en France, cela est possible et la France a le droit de l'envisager. Cependant, si elle veut dire construire en France un islam spécifique à la France, moderne et républicain, alors que dans les autres pays musulmans il continuera à être figé dans sa version traditionnelle, cela relève tout simplement de l'utopie et d'une profonde méconnaissance de l'islam et de la psychologie du musulman. Aucune réforme de l'islam en France n'est possible sans la collaboration des autres pays musulmans. Les musulmans de France vivent en France certes, mais lorsqu'il s'agit de leur religion, c'est vers leurs pays d'origine et le monde musulman qu'ils se tournent. Leur proposer un autre islam spécifique à la France renforcera l'idée que l'Occident veut la fin de l'islam, ce qui accentuera la crispation et le rejet de la réforme. Sauf si cet « islam de France » n'est différent qu'en apparence comme le veulent les conservateurs qui pensent que l'islam n'a pas besoin de changement, mais simplement d'une dérogation accordée aux musulmans d'Occident pour assouplir certaines questions secondaires liées à la pratique. La réforme de l'islam n'est possible que si elle concerne l'islam en tant que religion.

L'islam pose problème aujourd'hui dans les pays musulmans et surtout en Occident. Dans votre ouvrage vous affirmez que la seule solution réelle et durable consiste à le réformer. Pour vous, cette réforme nécessite une connaissance de l'histoire de la pensée musulmane, des problématiques principales qui la constituent et de la position que les musulmans ont prises face à ces problématiques, car ces positions ont une grande influence sur ce qu'est devenu l'islam et sur le fait qu'il n'arrive pas à s'adapter à l'époque actuelle.

L'histoire de la pensée musulmane nous révèle une pensée riche par ses questionnements et la diversité de ses thématiques. Cependant, l'analyse montre qu'en réalité c'est une pensée qui est fondée sur une seule question ou thématique fondamentale. Elle est d'ordre épistémologique et elle concerne la pensée comme source de connaissance, c'est-à-dire le rôle qu'elle doit avoir ou non face à la révélation. C'est une question fondamentale, car elle en a engendré beaucoup d'autres qui sont toutes abordées selon la position de chacun par rapport à cette question épistémologique. C'est une question qui s'est imposée dès la mort du prophète. Elle est devenue très vite problématique étant donné qu'elle a divisé les musulmans entre ceux qui voulaient que la pensée ait une place dans le domaine de la connaissance juridique, exégétique et théologique, et ceux qui ne lui reconnaissaient aucun rôle. Les débats et les controverses qu'elle a engendrés ont enrichi la pensée musulmane notamment entre le VIII^e siècle et la fin du XII^e siècle. Les musulmans ont fini par prendre position en faveur de la révélation et contre la pensée créatrice et rationnelle qu'ils ont accusée d'être une menace pour leur religion. Ainsi, le monde musulman a entamé le XIII^e siècle avec la défaite de la pensée qui touchera tous les domaines, ce qui entraînera le déclin de la civilisation musulmane. Cette image négative de la pensée, créatrice et rationnelle, et la peur qu'elle engendre chez les musulmans bloquent toute évolution réelle et toute réforme véritable de l'islam.

Dans l'ouvrage, vous évoquez une autre question clé, celle de la définition de l'islam

Pour moi, la question de la définition de l'islam : qu'est-ce que l'islam ? Est-il une spiritualité ou une organisation sociale ? Est aussi lié à la question fondamentale de la pensée et la révélation. Je lui ai réservée une place importante dans mon ouvrage vu l'influence qu'elle a, à son tour, sur l'histoire de l'islam et celle des musulmans, hier et encore aujourd'hui. Je l'ai donc considérée comme la deuxième question fondamentale de la pensée musulmane. Elle a elle aussi engendré beaucoup de débats et de controverses. Vers le XIII^e siècle, les musulmans ont opté pour une conception de l'islam où l'organisation sociale, c'est-à-dire la *charia*, est indissociable. Même le soufisme qui se voulait un islam spirituel a fini par se rapprocher des juristes en reconnaissant l'importance de la *charia*. C'est à cette conception de l'islam où la dimension sociale est importante que les musulmans se confrontent lorsqu'ils veulent réformer leur société et les règles de son organisation. C'est également à elle que l'Occident est aujourd'hui confronté notamment la France.

La réforme de l'islam n'est pourtant pas nouvelle

En effet, la question de la réforme de l'islam, pour un islam plus adapté à la modernité, n'est pas nouvelle. Elle est posée depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle. Si elle est posée encore aujourd'hui, c'est parce que les musulmans n'ont pas pu concrétiser. Un échec qui s'explique par le fait qu'ils n'arrivent pas à changer leur représentation de la pensée. Elle continue d'être vue comme source de désobéissance à Dieu et de mécréance. Ainsi, la très grande majorité des réformistes posent des conditions et des limites à leur pensée, ce qui finalement bloquent leur projet de réforme. Dans mon ouvrage, je leur ai consacré un chapitre que j'ai intitulé *Les réformistes qui bloquent la réforme*.

La réforme des wahhabites par exemple, lancée au XVIII^e siècle, est tournée vers le passé. Son objectif était de corriger ou purifier l'islam afin qu'il retrouve son éclat d'antan. Elle ne reconnaissait donc aucune place à la pensée comme faculté qui crée de nouvelles idées.

Quant aux réformistes des XIX^e et XX^e siècles, exception faite de quelques noms, ils se contentent des questions secondaires et superficielles et insistent sur les limites de leur action et de leur réflexion, ce qui révèle une persistance de la peur et de la réticence envers la pensée en tant que faculté de réflexion et de raisonnement. Aujourd'hui, certains pensent que la réforme de l'islam ne concerne que les musulmans qui sont en situation de minorités comme ceux d'Occident. Ils pensent que la solution réside dans une jurisprudence (*fiqh*) des minorités ; ils ne croient donc pas à une nécessité de changement réel de l'islam.

Toutes ces contraintes que les réformistes se sont imposées et s'imposent encore à eux-mêmes montrent que la pensée musulmane est encore dominée par l'image négative de la pensée, celle qui est libre et rationnelle. J'insiste sur cette précision, car ceux qui ont pris position contre la pensée l'ont en réalité utilisée pour interpréter les textes, en déduire les règles juridiques et mettre en place des théories et des principes qui justifient et légitiment leur position. Cependant, ils ne reconnaissent pas ce travail intellectuel et prétendent accéder directement au savoir divin révélé et détenir la vérité, car dans leur travail d'interprétation ils se contentent de prendre le sens du texte tel qu'il se présente.

Pourquoi la réforme serait-elle possible aujourd'hui ?

Elle est surtout indispensable. Il est impossible, dans les conditions du monde actuelles, de continuer à aborder l'islam et à le concevoir comme les anciens l'ont fait. Cependant, pour qu'elle soit possible, il faut franchir tous les obstacles épistémologiques et conceptuels qui la bloquent. Les musulmans d'aujourd'hui ont le droit, comme ceux d'hier, de comprendre et de pratiquer leur religion de la manière qui leur permette de vivre harmonieusement avec leur époque, avec eux-mêmes et avec les autres.

Une « véritable réforme » de l'islam ?

Quand on parle de réforme de l'islam, il est important de préciser de quelle réforme il s'agit. C'est pour cela que j'utilise l'expression de « réforme véritable » afin de la distinguer des autres réformes revendiquées par la très grande majorité de ceux qui se présentent comme réformistes. Une « réforme véritable » est une réforme qui est orientée vers l'avenir. Elle a comme objectif de rénover, changer et construire, à partir des mêmes textes coraniques, un nouvel islam plus adapté à l'époque actuelle et aux valeurs de la modernité. Elle doit interroger l'islam en profondeur, c'est-à-dire les textes et les différentes théories et concepts qui entourent ces textes et qui déterminent la manière de les comprendre et le rapport que les musulmans entretiennent avec eux. Elle doit surtout commencer par la réhabilitation de la pensée en tant que faculté de réflexion et de raisonnement, lui rendre sa noblesse. Ainsi seulement, la pensée pourra se libérer de l'emprise des anciens. Enfin, c'est une réforme qui concerne tous les musulmans et non seulement ceux d'Occident, car elle concerne l'islam.

Dans votre ouvrage, vous insistez sur le fait que la réforme de l'islam doit être une question de responsabilité. Pourquoi ?

En effet, la réforme de l'islam n'est pas seulement nécessaire, c'est une question de responsabilité. Il faut savoir que nous vivons une époque nouvelle, l'époque de la révolution numérique qui a aboli les frontières géographiques et culturelles. L'époque où l'islam est sorti de ses zones géographiques traditionnelles pour s'implanter en Occident. Le contact avec l'autre est donc devenu réel et permanent et les sociétés musulmanes connaissent une mutation palpable de leurs mentalités et de leurs mœurs malgré les apparences. Ce sont des conditions qui font que la réforme de l'islam n'est pas une question de nécessité seulement, mais aussi de responsabilité. Responsabilité des musulmans, car c'est à eux qu'il revient de la faire, envers eux-mêmes et envers les autres.

Envers eux-mêmes, ils doivent mettre fin à l'écartèlement des musulmans entre le présent, auquel ils appartiennent et le passé, auquel ils pensent devoir appartenir, ce qui crée le désarroi qui pousse certains à se réfugier dans le radicalisme et le fondamentalisme. D'autres vivent leur époque avec remords, ce qui constitue un obstacle à leur épanouissement. Ces situations psychologiques sont propices à la violence.

Cette réforme est également une responsabilité envers les autres, car sur 7 milliards d'individus sur terre, 1 milliard et demi environ sont aujourd'hui musulmans de confession ou de culture. Avec un nombre aussi important, les musulmans ont certainement une grande influence sur le cours de l'Histoire.

Comment faire si certains pensent qu'on ne réforme pas la religion sacrée de Dieu ?

Cette phrase revient souvent dès lors que la réforme de l'islam est évoquée. Elle dévoile un manque de distinction entre l'islam qui existe auprès de Dieu, selon la croyance musulmane, qui est sacré et parfait, et celui que les musulmans connaissent et pratiquent. Celui-ci porte en lui une part humaine, ce qui fait qu'il ne peut pas être sacré ni parfait ; tout ensemble dont une part n'est pas sacrée ne peut être sacré.

Ainsi l'islam n'est pas multiple seulement sur le plan horizontal, où l'on trouve l'islam sunnite, chiite, soufi et beaucoup d'autres, mais aussi sur le plan vertical. Concernant, l'islam qui est sacré et parfait, les musulmans en évoquent deux : celui qui existe auprès de Dieu et celui qui est inscrit dans les textes que j'appelle « l'islam révélé ». Les deux sont hors de la portée humaine. Le premier appartient au monde de la métaphysique que l'être humain ne peut concevoir qu'avec son imagination. Quant au second, bien qu'il soit plus ancré dans la réalité, toute tentative de le comprendre renvoie à que j'appelle « l'islam construit ». Celui que les musulmans ont construit à partir des textes. Il s'agit de l'islam tel que les musulmans le comprennent et le pratiquent.

C'est ce dernier qui est concerné par la réforme. Ainsi, réformer l'islam ne touche en rien la sacralité de la parole divine. C'est refuser de faire cette réforme qui altère cette sacralité, car cela revient à dire que « l'islam construit » est l'équivalent de « l'islam révélé », car cela revient à dire que l'être humain a atteint la perfection et son savoir est sacré, ce qui serait une contradiction avec le principe monothéiste affirmant qu'il n'y a qu'un seul Dieu et que l'être humain ne partage jamais avec Dieu ses attributs.

Selon vous, les textes coraniques ne sont donc pas concernés par la réforme ?

Procéder à un réel *re-travail* sur les textes est une étape importante dans la réforme de l'islam. Elle consiste à refaire la lecture des textes pour un islam plus adapté à notre époque. Cependant, si la réinterprétation est indispensable, certains textes ne sont pas à réinterpréter, mais à remettre dans leur contexte ; ils sont tout simplement faits pour une époque qui n'est pas la nôtre. Le but de la contextualisation est donc de déclarer leurs recommandations obsolètes lorsque le contexte ne permet plus de les pratiquer. Frapper d'obsolescence certains versets est une pratique reconnue en islam. Elle consiste à annuler la recommandation du verset sans supprimer ce dernier du Livre.

Pourquoi tant de fils ou petits-fils d'Algériens ont-ils manifesté leur haine de la France, leur terre de naissance, à l'occasion de la coupe de football ?

Pour certaines personnalités politiques en France, le fait que les supporters de l'équipe algérienne ont brandi le drapeau algérien lors de la victoire de l'Algérie en demi-finale et en finale de la coupe d'Afrique est une preuve qu'il y a chez les Franco-Algériens une haine pour la France. C'est un argument qui ne tient pas dans le sens où c'est de l'Algérie dont il s'agissait et cela ne concernait en rien la France. L'équipe algérienne n'avait pas gagné contre l'équipe française pour pouvoir dire qu'ils ont soutenu l'Algérie contre la France. Sans oublier qu'ils sont franco-algériens. Autrement dit, et la loi algérienne et la loi française leur permettent d'avoir les deux nationalités, donc les deux drapeaux leur appartiennent ; ils n'ont pas choisi l'un contre l'autre. Quant aux incidents qui ont eu lieu lors de la victoire de l'Algérie en demi-finale, j'ignore si les coupables étaient des supporters Franco-Algériens ou des casseurs qui ont infiltré les manifestants comme c'était le cas avec les gilets jaunes. Cela n'exclut pas que certains supporters aient pu être manifestés un rejet de la France. Cependant, la majorité sont sortis tout simplement pour manifester leur joie. D'ailleurs, quand la France a gagné la coupe du monde, ces mêmes Franco-Algériens ont manifesté leur joie tout comme ils le font aujourd'hui pour

l'Algérie. Même les Algériens d'Algérie ont fêté cette grande victoire de l'équipe de France. Je suis triste de voir que le football est utilisé pour des considérations politiciennes. Je pense que les peuples algérien et français sont liés par des liens d'amitié profonde et c'est cela qu'il faut retenir et mettre en avant. Cela ne veut pas dire qu'il faut nier qu'il y a des problèmes, mais justement se concentrer sur ceux qui sont réels. Pour l'intérêt de la France et du peuple français dans sa globalité, il faut que l'affect cède la place à la raison et la précipitation à la réflexion.

Deuxième question : beaucoup d'Algériens d'Algérie ont eu honte de ces comportements des supporters algériens en France ou ailleurs. Existe-t-il aussi des liens entre ces manifestations antifrançaises ultra nationalistes algériennes et des forces politiques ou islamistes en Algérie qui y auraient intérêt ?

Concernant les incidents du 14 juillet, j'ignore ce que l'enquête a donné à ce sujet. Néanmoins, les Algériens ayant instauré la non-violence comme moyen de revendication ne se reconnaissent pas dans ces violences. Je ne sais pas s'il y a eu des manifestations antifrançaises en France. En revanche, ce qui me désole c'est l'acharnement contre la langue française porté par le courant conservateur et une grande partie d'arabophones en Algérie. Une guerre qui remonte au lendemain de l'indépendance. Cette position révèle une animosité vis-à-vis de la langue française pour ce qu'elle véhicule comme culture et valeurs. ; on ne déteste pas une langue pour elle-même.

Vous évoquez une montée de la haine envers la France de certains Français d'origine algérienne. Le conservatisme islamique en Algérie, en France ou ailleurs est le même. C'est la raison pour laquelle je n'expliquerai pas ce comportement par un nationalisme, mais plutôt par un conservatisme religieux. La preuve en est qu'en Algérie, l'acharnement contre la langue française a changé d'argument. Hier, ils avançaient l'idée que le français était la langue du colonisateur et qu'il fallait le remplacer par la langue arabe. Aujourd'hui, ils prétendent que le français n'est pas la langue des affaires et il faut le remplacer par l'anglais. Les forces conservatrices s'attaquant au français voient non seulement dans la langue française, mais aussi la langue berbère, un obstacle à leur projet de tenir l'Algérie sous leur domination.

La France n'est pas épargnée par la montée du conservatisme et du fondamentalisme islamiques qui poussent, pour les mêmes raisons, au rejet de la France même s'ils s'appuient sur d'autres éléments, historiques, économiques et politiques. J'aimerais attirer l'attention sur le comportement de certains Français qui attisent également la haine et la discorde. Les accusations presque automatiques et souvent infondées contre une partie de la population française pour ses origines n'aident pas la France à trouver la sérénité. Elles donnent un sentiment d'injustice. Alors que non seulement, la justice est un fondement de la république française, mais aussi l'injustice est néfaste, car elle est souvent le terreau de la violence

Dernier ouvrage paru de l'auteure ; Islam : quel problème ? Les défis de la réforme, 2017 aux éditions UPblisher (France) et en 2018 aux éditions Afrique Orient (Maroc).

□